

ACCAPAREMENTS DES TERRES : BOLLORE ET LES COMMUNAUTES LOCALES TOUCHEES ENTAMENT LES NEGOCIATIONS

Vendredi 24 octobre, les représentants des communautés issues de 5 pays (Cameroun, Cambodge, Libéria, Côte d'Ivoire et Sierra Leone) touchées par les accaparements de terre ont rendez-vous à Paris avec le groupe Bolloré pour entamer les négociations.

Pour la première fois, une entreprise accusée d'accaparements des terres accepte une rencontre internationale avec les représentants des communautés affectées. Alors que depuis 2008, enfle la polémique sur l'acquisition controversée de terres agricoles en Afrique ou en Asie par des investisseurs privés, la démarche du groupe Bolloré pourrait constituer un précédent.

Le groupe Bolloré est l'actionnaire principal de la Socfin qui détient des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Depuis 2008, les expansions de ces plantations sont continues. Les surfaces plantées des sociétés africaines de la Socfin sont passées de 87 303 à 108 465 ha entre 2011 et 2014, soit une augmentation de 24%. Ces expansions provoquent de graves conflits avec les populations riveraines.

Soulèvements des villageois au Liberia contre la Salala Rubber Corporation en octobre 2012, en Sierra Leone contre la Socfin Agricultural Company en novembre 2012, blocage des plantations Socapalm par les Mbonjos au Cameroun en février 2012 et attaque du personnel à coups de machette en mars 2013. Ces mouvements contre les filiales de la Socfin ont culminé avec une action coordonnée entre les 5 pays, le 5 juin 2013, jour de l'Assemblée Générale du groupe Bolloré à Paris. Suite à cela, Vincent Bolloré a d'abord promis d'encourager des négociations locales, mais les communautés, constituées en Alliance Internationale des Riverains des plantations Bolloré-Socfin avec l'appui de l'organisation française [ReAct](#), ont continué à réclamer un règlement global du conflit.

En effet, de la Sierra Leone au Cambodge, les revendications sont similaires. La première : garantir la protection de l'espace vital des communautés locales en rétrocédant les terres dans le voisinage immédiat des villages. La seconde, stopper les expansions lancées sans accord avec les communautés. « Nous sommes satisfaits que M. Bolloré assume ses responsabilités. Les accaparements de terres sont un problème global et des négociations globales sont nécessaires, explique Emmanuel Elong, représentant camerounais de l'Alliance des riverains. Nous attendons beaucoup de la rencontre du 24 octobre qui est une première historique. »



Vincent Bolloré reçoit les revendications des riverains 5 juin 2013

CONTACTS MEDIAS :

Emmanuel Elong, représentant camerounais de l'Alliance : 06 27 01 05 36
Eloïse Maulet, coordinatrice du ReAct : 06 38 01 25 94, eloise.maulet@projet-react.org
Plus d'infos sur www.projet-react.org

CONFERENCE DE PRESSE VENDREDI 24 OCTOBRE 12H30

A la sortie de la négociation, avec la présence de :

Neth Prak, porte-parole de l'Association Bunong for good future, **Cambodge**

Emmanuel Elong, président du Syndicat National des paysans riverains de Bolloré, **Cameroun**

Shiaka Sama, porte-parole de la Malen Affected Land Owner Association, **Sierra Leone**

Sare Tchrouin, président de l'Union des Villages Déplacés, **Côte d'Ivoire**

Eloïse Maulet, coordinatrice du **ReAct - Alliance transnationale, France**

Marie-Annick Darmaillac, secrétaire générale du groupe Bolloré (sous réserve)

Lieu : au pied de la tour Bolloré, 31-32 Quai de Dion Bouton, 92811 Puteaux

